

— drie personeelsleden van het onderwijs van de Franse Gemeenschap, gekozen op de voordracht van de vakverenigingen die de onderwijzers van het net van de Franse Gemeenschap vertegenwoordigen en die aangesloten zijn bij vakverenigingen die zetelen bij de Nationale arbeidsraad, en die ofwel titularis zijn van het ambt van inspecteur algemene vakken, inspecteur bijzondere vakken, inspecteur technische vakken en beroepspraktijk in het secundair onderwijs van de hogere graad en in het niet-universitair hoger onderwijs, ofwel van het ambt van inspecteur-generaal, studieprefect of directeur.

Voor ieder werkend lid wordt een plaatsvervangend lid aangewezen, volgens dezelfde criteria als het werkend lid dat hij vervangt. Dit plaatsvervangend lid zetelt enkel bij afwezigheid van het werkend lid.

§ 3. De commissie laat zich bijstaan door een secretaris gekozen onder de ambtenaren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De secretaris is niet stemgerechtigd.

Art. 2. De commissie zetelt enkel geldig indien minstens twee derde van haar leden aanwezig is en voor zover de oproepingen toegestuurd werden binnen de tien dagen die voorafgaan aan de dag van de vergadering.

De beslissingen worden bij geheime stemming en bij de meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Bij staking van stemmen wordt de stemming als gunstig voor de kandidaat geacht.

De commissieleden kunnen geen beoordeling uitbrengen of deelnemen aan de beraadslaging wanneer de kandidaat hun echtgenoot of bloed- of aanverwante is of wanneer de kandidaat een bloed- of aanverwante is tot een lagere graad dan de vijfde van hun echtgenoot.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheden de statuten van de personeelsleden van het onderwijs behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 januari 2004.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Ambtenarenzaken, Jeugd en Sport,
Ch. DUPONT

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1352

[C — 2004/27048]

11 MARS 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la décision M (83) 3 du 27 avril 1983 du Comité des Ministres de l'Union économique Benelux concernant la reconnaissance réciproque des examens de chasse;

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, notamment l'article 14, § 2, alinéa 3, tel que modifié par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 1995 relatif aux permis et licences de chasse, notamment l'article 5, alinéas 1^{er}, et 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, notamment les articles 10, 14, alinéa 1^{er}, et 18;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 juillet 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions d'examen de chasse en Région wallonne;

Vu la concertation des Etats Benelux en date du 3 décembre 2003;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la chasse, donné le 7 janvier 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Vu l'avis 36.663/4 du Conseil d'Etat, donné le 1^{er} mars 2004, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la proximité de l'épreuve théorique de l'examen de chasse fixée au 13 mars 2004 et la nécessité d'une décision rapide pour l'Administration qui doit l'organiser;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Les commissions de délibération de l'épreuve théorique se réunissent valablement lorsque la majorité des membres sont présents. Elles décident à la majorité simple des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Les commissions vérifient, au besoin, auprès de chaque centre d'examen, le bon déroulement de l'épreuve théorique. En cas de manquements, les commissions peuvent proposer au Ministre l'annulation de tout ou partie de cette épreuve. En cas d'annulation, l'Administration compétente est tenue d'organiser en tout ou en partie une session complémentaire dans un délai de quatre mois à dater de la décision du Ministre.

Au plus tard quinze jours après la date de l'épreuve théorique, les commissions se réunissent et examinent en premier lieu le bien-fondé des questions établies par l'Administration compétente. En cas de litige, les commissions peuvent décider d'annuler une ou plusieurs questions. Le ou les points correspondant aux questions annulées sont alors automatiquement accordés à tous les candidats.

En second lieu, les commissions peuvent fixer uniformément les conditions de repêchage. Pour ce faire, elles tiennent compte du degré de difficulté générale de l'épreuve théorique considérée et des données provisoires fournies par l'Administration compétente. Le maximum de points pouvant être attribués pour ce repêchage est fixé à deux pour l'ensemble des branches.

§ 2. Les commissions de délibération de l'épreuve pratique se réunissent chaque jour pour examiner les résultats des candidats du jour et trancher directement les litiges qui pourraient survenir. Ces commissions décident à la majorité simple des voix.

Les commissions vérifient en premier lieu la bonne application du règlement d'ordre technique visé à l'article 16, § 3. En cas de manquements, elles peuvent décider qu'un candidat en échec repasse en totalité ou en partie une matière de l'épreuve pratique. Dans ce cas, le candidat est évalué par un autre examinateur.

En second lieu, les commissions disposent des facultés suivantes vis-à-vis des candidats en échec d'un point dans une des matières :

a) pour les matières I ou II : attribuer le point manquant dans la matière où le candidat est en échec; pour ce faire, les commissions tiennent compte du comportement et du résultat du candidat dans l'autre matière;

b) pour la matière III : proposer au candidat de repasser la série de tirs (rayés ou lisses) où il n'a pas obtenu la moitié des points mis en jeu.

§ 3. Un ou plusieurs membres de l'Administration compétente ne faisant pas partie des commissions de délibérations des épreuves théorique et pratique peuvent participer, sans voix délibérative, aux travaux des commissions afin d'en assurer le secrétariat et d'en faciliter le déroulement.

Chaque réunion des commissions de délibération donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal rédigé et signé par le secrétaire et contresigné par le président.

Après attribution des cotes finales des candidats, la liste des résultats est contresignée par tous les membres présents de la commission d'examen. »

Art. 2. L'article 14, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne, est remplacé par la disposition suivante :

« Pour réussir l'épreuve théorique, le candidat doit obtenir au moins 60 % des points pour l'ensemble des trois branches, soit un total de 48 points minimum sur 80. »

Art. 3. L'article 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 avril 1998 organisant l'examen de chasse en Région wallonne est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Pour réussir l'épreuve pratique, le candidat doit obtenir au moins 50 % des points dans chacune des deux sous-épreuves.

§ 2. Pour pouvoir présenter la deuxième sous-épreuve, le candidat doit avoir satisfait à la première sous-épreuve organisée l'année même ou l'année qui précède.

§ 3. Pour réussir la première sous-épreuve, le candidat doit obtenir la même année au moins la moitié des points dans chacune des matières I et II.

§ 4. Pour réussir la deuxième sous-épreuve, le candidat doit réaliser au moins 10 points sur 20, tous tirs confondus.

Il est attribué 1 point pour chaque pigeon d'argile brisé et 2 points pour chaque impact sur cible-silhouette. »

Art. 4. Les candidats ayant réussi la première sous-épreuve de l'épreuve pratique de l'examen de chasse 2003 sont dispensés de l'obligation de présenter cette sous-épreuve en 2004. Ils présentent la seule seconde sous-épreuve de l'épreuve pratique de l'examen de chasse 2004.

Art. 5. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 7 juillet 1989 fixant le règlement d'ordre intérieur des commissions d'examen de chasse en Région wallonne est abrogé.

Art. 6. Le Ministre qui a la Chasse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets pour l'organisation de l'examen de chasse 2004.

Namur, le 11 mars 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1352

[C — 2004/27048]

11. MÄRZ 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Beschlusses M(83) 3 des Komitees der Minister der Benelux-Wirtschaftsunion vom 27. April 1983 über die gegenseitige Anerkennung der Jagdprüfungen;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, insbesondere des Artikels 14, § 2, Absatz 3, in seiner durch das Dekret vom 14. Juli 1994 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Mai 1995 über die Ausstellung der Jagdscheine und Jagdlizenzen, insbesondere des Artikels 5, Absätze 1 und 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region, insbesondere der Artikel 10, 14, Absatz 1, und 18;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1989 zur Festlegung der Geschäftsordnung der Jagdprüfungskommissionen;

Aufgrund der Konzertierung der Benelux-Staaten vom 3. Dezember 2003;

Aufgrund des am 7. Januar 2004 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Wallonischer Hoher Rat für das Jagdwesen);

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

Aufgrund des am 1. März 2004 in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 36.663/4;

In Erwägung der Nähe der theoretischen Jagdprüfung, die am 13. März 2004 festgelegt ist, und der Notwendigkeit einer schnellen Beschlussfassung für die Verwaltung, die sie organisieren muss;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1. Die Beratungskommissionen für die theoretische Prüfung versammeln sich rechtsgültig, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist. Sie beschließen mit einfacher Stimmenmehrheit. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Wenn nötig überprüfen die Kommissionen bei jedem Prüfungszentrum den guten Verlauf der theoretischen Prüfung. Bei Verstößen können die Kommissionen dem Minister vorschlagen, diese Prüfung ganz oder teilweise zu annullieren. Bei einer Annullierung ist die zuständige Verwaltung verpflichtet, in einer Frist von vier Monaten ab der Beschlussfassung des Ministers eine zusätzliche Prüfungsperiode zu organisieren.

Spätestens fünfzehn Tage nach dem Datum der theoretischen Prüfung versammeln sich die Kommissionen. Sie überprüfen an erster Stelle die Stichhaltigkeit der durch die zuständige Verwaltung gestellten Fragen. Im Streitfall können die Kommissionen beschließen, eine oder mehrere Fragen zu annullieren. Der bzw. die Punkte, die den annullierten Fragen entsprechen, werden dann den gesamten Kandidaten automatisch erteilt.

An zweiter Stelle können die Kommissionen die Bedingungen, unter denen sie Kandidaten trotz Fehlern gerade noch durchkommen lassen, einheitlich festlegen. Zu diesem Zweck berücksichtigen sie den allgemeinen Schwierigkeitsgrad der betroffenen theoretischen Prüfung und die vorläufigen Angaben, die von der zuständigen Verwaltung erteilt worden sind. Das Maximum an Punkten, die zusätzlich zugebilligt werden können, wird für die Gesamtheit der Fächer auf zwei festgelegt.

§ 2. Die Beratungskommissionen für die praktische Prüfung versammeln sich jeden Tag, um die Resultate der Kandidaten des Tages zu überprüfen und die möglichen Streitfälle direkt beizulegen. Diese Kommissionen beschließen mit der einfachen Stimmenmehrheit.

Die Kommissionen überprüfen an erster Stelle die gute Anwendung der in Artikel 16, § 3 erwähnten technischen Vorschriften. Bei Verstößen können sie beschließen, dass ein durchgefallener Kandidat ein Fach der praktischen Prüfung ganz oder teilweise noch einmal zu machen hat. In diesem Fall wird der Kandidat durch einen anderen Prüfer bewertet.

An zweiter Stelle verfügen die Kommissionen über die folgenden Befugnisse gegenüber den Kandidaten, die nur mit einem Punkt zu wenig in einem der Fächer durchgefallen sind:

a) für die Fächer I oder II: den fehlenden Punkt für das Fach, in dem der Kandidat durchgefallen ist, erteilen. Zu diesem Zweck berücksichtigen die Kommissionen das Verhalten und die Resultate des Kandidaten in dem anderen Fach;

b) für das Fach III: dem Kandidaten vorschlagen, die Serie von Schüssen (mit gezogenem oder glattem Lauf), wo er die Hälfte der Punkte nicht erhalten hat, noch einmal zu machen.

§ 3. Ein oder mehrere Mitglieder der zuständigen Verwaltung, die nicht zu den Beratungskommissionen für die theoretische und praktische Prüfung gehören, dürfen ohne beschließende Stimme an den Arbeiten der Kommissionen teilnehmen, um das Sekretariat zu führen und ihren Ablauf zu erleichtern.

Jede Versammlung der Beratungskommissionen führt zu der Aufstellung eines Protokolls, das vom Sekretär angefertigt und unterzeichnet und vom Vorsitzenden gegengezeichnet wird.

Nachdem den Kandidaten die Endbewertung erteilt worden ist, wird die Liste der Resultate von allen anwesenden Mitgliedern der Prüfungskommission gegengezeichnet.»

Art. 2 - Artikel 14, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Um die theoretische Prüfung zu bestehen, muss der Kandidat mindestens 60% der Punkte in der Gesamtheit der drei Fächer, d.h. insgesamt mindestens 48 Punkte von 80 erreichen.»

Art. 3 - Artikel 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 2. April 1998 zur Organisation der Jagdprüfung in der Wallonischen Region wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«§ 1. Um die praktische Prüfung zu bestehen, muss der Kandidat mindestens 50% der Punkte in jeder der zwei Teilprüfungen erreichen.

§ 2. Um die zweite Teilprüfung ablegen zu können, muss der Kandidat die erste im Laufe desselben Jahres oder des vorherigen Jahres organisierte Teilprüfung bestanden haben.

§ 3. Um die erste Teilprüfung zu bestehen, muss der Kandidat im selben Jahr mindestens die Hälfte der Punkte in jedem der Fächer I und II erreicht haben.

§ 4. Um die zweite Teilprüfung zu bestehen, muss der Kandidat, alle Schüsse vermischt, mindestens 10 von möglichen 20 Punkten erreicht haben.

Es werden ein Punkt für jede gebrochene Tontaube und zwei Punkte für jeden Einschlag auf der Silhouettenzielscheibe gewährt.»

Art. 4 - Die Kandidaten, die die erste Teilprüfung der praktischen Prüfung der Jagdprüfung 2003 bestanden haben, werden von der Pflicht befreit, diese Teilprüfung in 2004 abzulegen. Sie legen die einzige zweite Teilprüfung der praktischen Prüfung der Jagdprüfung 2004 ab.

Art. 5 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 7. Juli 1989 zur Festlegung der Geschäftsordnung der Jagdprüfungskommissionen wird aufgehoben.

Art. 6 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Jagdwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass wird für die Organisation der Jagdprüfung 2004 wirksam.

Namur, den 11. März 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1352

[C — 2004/27048]

11 MAART 2004. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest

De Waalse Regering,

Gelet op de beschikking M(83)3 van het Comité van Ministers van de Economische Unie der Beneluxlanden van 27 april 1983 strekkende tot onderlinge erkenning van de jachtexamens;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, inzonderheid op artikel 14, § 2, derde lid, zoals gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 1995 betreffende de jachtverloven en -vergunningen, inzonderheid op artikel 5, lid 1 en 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1988 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest, inzonderheid op de artikelen 10, 14, eerste lid, en 18;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 juli 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de commissies voor het jachtexamen in het Waalse Gewest;

Gelet op het overleg van de Beneluxstaten d.d. 3 december 2003;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad), gegeven op 7 januari 2004;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het advies 36.663/4 van de Raad van State gegeven op 1 maart 2004, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat het op 13 maart 2004 vastgelegde theoretische gedeelte van het jachtexamen nadert en dat het Bestuur dat dit examen moet organiseren, een snelle beslissing behoeft;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest, wordt gewijzigd als volgt :

« § 1. De beraadslagingscommissies voor het theoretische examen komen op geldige wijze bijeen als de meerderheid van de leden aanwezig is.

Deze commissies beslissen bij gewone meerderheid. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Indien nodig, controleren de commissies het goede verloop van het theoretische examen bij elk examen centrum. In geval van tekortkomingen kunnen de commissies de ongeldigverklaring van het geheel of van een gedeelte van het examen aan de Minister voorstellen.

In geval van ongeldigverklaring is het bevoegde bestuur gehouden gedeeltelijk of in het geheel een bijkomende zitting te houden binnen de vier maanden te rekenen vanaf de beslissing van de Minister.

Ten laatste vijftien dagen na de datum van het theoretische examen vergaderen de commissies en onderzoeken zij de gegrondheid van de zestig vragen opgesteld door het bevoegde bestuur.

Bij betwisting kunnen de commissies beslissen één of meerdere vragen ongeldig te verklaren. De punt(en) betreffende de ongeldig verklaarde vragen is (zijn) dan automatisch aan alle kandidaten toegekend.

Ten tweede kunnen de commissies eenparig de herkansingsvoorwaarden vaststellen.

Daarvoor zullen ze rekening moeten houden met de algemene moeilijkheidsgraad van het bewuste theoretische examen en de door het bevoegde bestuur geleverde voorlopige gegevens.

Het maximum aantal punten dat kan toegekend worden voor deze herkansing is vastgesteld op twee voor het geheel van de vakken.

§ 2. De beraadslagingscommissies voor het praktische gedeelte vergaderen elke dag om de resultaten van de kandidaten te onderzoeken en om de mogelijke geschillen onmiddellijk te beslechten. Die commissies beslissen bij gewone meerderheid.

De commissies gaan ten eerste na of het technisch reglement bedoeld in artikel 16, § 3, behoorlijk wordt toegepast. Bij tekortkomingen kunnen de commissies beslissen dat een kandidaat die voor het praktische examen is gezakt, het geheel of een gedeelte daarvan moet overdoen. In dit geval wordt de kandidaat onderzocht door een andere examinator.

Ten tweede hebben de commissies de volgende bevoegdheden :

a) voor vakken I of II : het ontbrekende punt toekennen in het vak waarvoor de kandidaat is gezakt; daartoe houden de commissies rekening met het gedrag en het resultaat van de kandidaat in een ander vak;

b) voor vak III : de kandidaat voorstellen de schietproeven (met gladde of getrokken wapens) over te doen indien hij de helft van de punten niet heeft behaald.

§ 3. Eén of meerdere leden van het bevoegde bestuur die niet deel uitmaken van de beraadslagingscommissies mogen, zonder stemgerechtigd te zijn, deelnemen aan de werkzaamheden van de commissies teneinde het secretariaat waar te nemen en het verloop ervan te vergemakkelijken.

Elke vergadering van de commissies geeft aanleiding tot een notule opgesteld en getekend door de secretaris en medeondertekend door de voorzitter.

Na toekenning van het eindbeoordelingscijfer van elke kandidaat wordt de lijst van de resultaten door alle aanwezige leden van de examencommissie medeondertekend. »

Art. 2. Artikel 14, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest, wordt gewijzigd als volgt :

« Om te slagen voor het theoretische examen moet de kandidaat ten minste 60 % van de punten behalen voor het geheel van de drie vakken, d.w.z. een totaal van minimum 48 punten op 80. »

Art. 3. Artikel 18 van het besluit van de Waalse Regering van 2 april 1998 tot organisatie van het jachtexamen in het Waalse Gewest, wordt gewijzigd als volgt :

« § 1. Om te slagen voor het praktische examen moet de kandidaat minstens de helft van de punten in elk van de twee gedeelten behalen.

§ 2. Om te mogen deelnemen aan het tweede gedeelte, moet de kandidaat geslaagd zijn voor het eerste gedeelte dat in hetzelfde of in het voorafgaande jaar georganiseerd is.

§ 3. Om te slagen voor het eerste gedeelte, moet de kandidaat de helft van de punten behalen in vak I en in vak II.

§ 4. Om te slagen voor het tweede gedeelte, moet de kandidaat hetzelfde jaar minstens 10 punten op 20 behalen voor alle schietproeven.

Elke gebroken kleiduif levert een punt op en er worden twee punten toegekend per inslag op het silhouetvormig doel. »

Art. 4. De kandidaten die geslaagd zijn voor het eerste gedeelte van het praktische jachtexamen 2003, hoeven dit gedeelte niet af te leggen in 2004. Ze leggen alleen het tweede gedeelte van het praktische jachtexamen 2004 af.

Art. 5. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 7 juli 1989 tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van de commissies voor het jachtexamen wordt opgeheven.

Art. 6. De Minister bevoegd voor jacht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking voor de organisatie van het jachtexamen 2004.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART